



Les historiens de l'ancienne faculté des lettres d'Aix et les études régionales (1846-1970)

Régis Bertrand

► To cite this version:

Régis Bertrand. Les historiens de l'ancienne faculté des lettres d'Aix et les études régionales (1846-1970) . Provence Historique, 2019, Provence terre d'érudition, 69 (266), pp.431-449. hal-02550911

HAL Id: hal-02550911

<https://amu.hal.science/hal-02550911>

Submitted on 28 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES HISTORIENS DE L'ANCIENNE FACULTÉ DES LETTRES D'AIX ET LES ÉTUDES RÉGIONALES (1846-1970)

Régis BERTRAND, Aix-Marseille Univ-CNRS, UMR TELEMMe, Aix-en-Provence, France

La faculté des lettres de l'académie d'Aix a été créée par ordonnance de Louis-Philippe du 11 juin 1846. La loi du 10 juillet 1896 a ensuite constitué administrativement l'université d'Aix-Marseille en rassemblant les trois facultés de l'académie, celles de droit, refondée en 1806, de lettres, de sciences, créée en 1854, ainsi que l'École de Médecine, fondée en 1820, qui deviendra faculté en 1930¹. Cette université a disparu en 1970, à la suite de la loi Edgar Faure, pour faire place à deux puis trois universités. La faculté des lettres est alors devenue le Centre des lettres et sciences humaines de l'Université de Provence (Aix-Marseille I)². Ce Centre est depuis 2012 la faculté des lettres, langues et sciences humaines d'Aix-Marseille université, établissement issu de la fusion des trois précédents.

Je retracerai ici à grands traits la place qui y fut progressivement reconnue aux études régionales et les rapports que purent entretenir avec l'érudition régionale ses enseignants d'histoire et leurs étudiants avancés – principalement docteurs, qu'ils exercent ou non dans l'enseignement supérieur. Telle recherche revient à bien des égards à suivre entre la Monarchie de Juillet et la V^e République le développement et la spécialisation progressive des disciplines de l'histoire universitaire française, dont le cas aixois semble un intéressant exemple³. Nous manquons néanmoins d'études comparatives, à l'exception des histoires des universités de Bordeaux et Lille⁴.

1. Tim J. Watts, « University of Aix-Marseille », dans Carol Summerfield, Mary Elizabeth Devine dir., *International dictionary of university histories*, Chicago-Londres, 1998, p. 417-419. Georges Fleury, « L'enseignement supérieur », dans Paul Masson dir., *Les Bouches-du-Rhône. Encyclopédie départementale. Deuxième partie : Le bilan du XIX^e siècle*, t. VI, *La vie intellectuelle*, Marseille, 1924, p. 94-127. Une faculté de théologie a existé de 1810 à 1883 : Georges Fleury, « La faculté de théologie catholique d'Aix », dans *Mémoires de l'Institut historique de Provence*, t. VI, 1927, p. 122-138.

2. Cette institution a fait l'objet d'un recueil de témoignages, *L'université de Provence, 40 ans*, Aix-en-Provence, 2010.

3. Pour replacer l'évolution aixoise dans son contexte général, outre les ouvrages cités *infra* : Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia, *Les courants historiques en France, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, 2^e éd., 2007. Christophe Charle et Régine Ferré éd., *Le Personnel de l'enseignement supérieur en France aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, 1985. Voir aussi Thierry Gasnier, « Le local » dans Pierre Nora dir., *Les lieux de mémoire*, t. III, *Les France/2. Traditions*, Paris, 1992, p. 463-525.

4. François Cadilhon, Bernard Lachaise, Jean-Michel Lebigre, *Histoire d'une université bordelaise : Michel de Montaigne, faculté des arts, faculté des lettres, 1441-1999*, Bordeaux, 1999. Jean-Fran-

Avant d'étudier ce petit groupe, il convient de rappeler qu'il n'eut pas l'exclusivité de sa spécialité. La faculté de droit a également eu pour professeurs et élèves d'éminents historiens, dont certains, tels Auguste Dumas (1881-1968), Georges Bry (1847-1918) et surtout Roger Aubenas (1903-1989), laissèrent un nom dans l'histoire régionale pendant cette période⁵. L'école supérieure puis faculté de médecine de Marseille a eu avec le professeur Henri Alezais (1857-1938) un excellent historien de sa spécialité⁶.

1846-vers 1880, le temps des historiens généralistes

De 1846 à 1929, un unique professeur enseigne l'histoire générale puis, de 1929 à 1951, deux professeurs se partagent les époques historiques. C'est après cette dernière date que trois puis quatre professeurs seront chacun spécialisés dans une des « périodes » officiellement définies en France. Le corps des enseignants-chercheurs s' étoffera alors d'assistants et maîtres-assistants. Ont existé auparavant des chaires d'enseignement dites « libres », dont les *certificats* ne pouvaient servir à l'obtention d'une licence d'enseignement.

Le nombre d'étudiants dans les facultés de lettres est infime jusqu'à l'Entre-deux-guerres, au point qu'en 1852 on indique aux étudiants en droit de prendre aussi des inscriptions en lettres. En 1851-1852, six candidats à la licence es-lettres à Aix, trois reçus. En 1910-1911, 29 candidats, toutes disciplines confondues, neuf reçus. À cette date, la faculté des lettres d'Aix, la seule à être établie dans une sous-préfecture, a les effectifs les plus faibles de France, derrière celles de Besançon et Clermont : 95 inscrits pour l'ensemble de la faculté en 1913, dont des étudiants en droit en double inscription⁷. La faculté organise les examens et ses enseignants prononcent des cours publics à destination d'une élite cultivée⁸. Qui veut devenir enseignant du secondaire doit, à l'issue du baccalauréat, soit parvenir à intégrer l'École normale supérieure en devenant « vétéran » (khâgneux) au lycée de Marseille, soit être recruté par un établissement comme répétiteur et s'efforcer de préparer les examens de la licence ; la plupart des candidats ne vont à la faculté que pour passer leurs épreuves. On peut ensuite tenter d'obtenir l'agrégation. En 1880, Jules Ferry a créé des bourses d'agrégation mais encore faut-il que l'université proche du domicile du candidat y prépare, ce qui semblerait n'être réellement le cas en histoire à Aix qu'après la Seconde Guerre mondiale, soit très tard.

çois Condette, *Une faculté dans l'histoire. La faculté des lettres de Lille de 1887 à 1945*, Villeneuve-d'Ascq, 1999.

5. Ils sont évoqués ici-même par Olivier Vernier.

6. Notice par Yves Baille dans Jean Chélini, Félix Reynaud, Madeleine Villard dir., *Dictionnaire des Marseillais*, Aix-Marseille, 2001, p. 15.

7. Georges Fleury, « L'enseignement supérieur », *op. cit.*, p. 118. La licence es-lettres a été scindée à partir de 1907 en quatre licences autonomes, dont une d'histoire.

8. Pim den Boer, *Une histoire des historiens français*, traduit par Julien Louvrier, Paris, 2015 (éd. or., Nimègue, 1987), p. 254.

L'agrégation obtenue, il convient de rédiger deux thèses, française et latine, tout en continuant d'enseigner. Les professeurs qui vont se succéder à la faculté ont tous connu un début de carrière dans l'enseignement secondaire. Devenus docteurs, ils sont d'abord chargés ou maîtres de conférences puis accèdent à la chaire et y sont titularisés. Ils peuvent l'occuper jusqu'à 70 ans s'ils atteignent cet âge, ce qui ne sera pas le cas des cinq premiers.

En 1844, on compte douze postes d'histoire dans les universités françaises et en 1865, il y en a 17⁹. Les professeurs d'histoire de la faculté d'Aix ne sont pas d'origine régionale durant tout le xix^e siècle. Ils ont été nommés à Aix en fonction des vacances de postes¹⁰. Des cinq facultés qui existent au xix^e siècle, la plus localiste fut sans doute celle de théologie catholique et la moins la faculté de lettres.

Les publications de ces professeurs sont peu distinctes de leurs cours publics, dont elles dérivent. Les titulaires de la chaire des deux premières générations font figure à nos yeux de conférenciers généralistes et de vulgarisateurs – c'est exactement ce qu'a prévu la réorganisation de l'Université sous le Premier Empire et ce que souhaite jusqu'à la fin du Second Empire le ministère de l'instruction publique et en particulier le corps de l'inspection générale de l'enseignement supérieur, qui sera supprimé en 1888¹¹. Ces hauts fonctionnaires se mêlent de porter des jugements péremptoirs sur les thèses des titulaires, signalent dans leurs rapports des faits relevant de la vie privée et se permettent des appréciations sur la personnalité ou l'aspect physique des enseignants. Jusqu'aux années 1870 environ, les thèses française et surtout latine (thèse complémentaire) s'assimilent souvent à de grosses dissertations. Elles ne sont plus aujourd'hui guère consultées que pour leur éventuel intérêt historiographique.

Pendant cette première période, les trois premiers titulaires de la chaire d'histoire ne semblent pas porter attention aux études provençales et ils ne participent en rien à un développement des études locales. Pourtant les archives départementales commencent à être classées et à devenir accessibles à partir de la Monarchie de juillet. Guizot fonde en 1834 le Comité des travaux historiques. Outre les Académies de Marseille (1726, reconstituée en 1803), d'Aix (1808-1828), du Var (1800), de Vaucluse (1801), une première génération de sociétés savantes voit le jour et commence à publier des revues, Société de statistique de Marseille et des Bouches-du-Rhône (1827), Société d'études scientifiques et archéologiques de Draguignan (1856)¹². Pim den Boer montre

9. P. den Boer, *Une histoire des historiens français*, op. cit., p. 159 et p. 498, note 465.

10. Il en est de même à Bordeaux, François Cadilhon, Bernard Lachaise, Jean-Michel Lebigre, *Histoire d'une université bordelaise*, op. cit., p. 96-97. Voir de façon plus générale Paul Gerbod, *La condition universitaire en France au XIX^e siècle*, Paris, 1965.

11. Guy Caplat, Bernadette Lebedeff-Choppin, *L'inspection générale de l'enseignement supérieur au XIX^e siècle*, Paris, 2002.

12. Pim den Boer, *Une histoire des historiens français*, op. cit., p. 30-69. Jean-Pierre Chaline, *Sociabilité et érudition. Les sociétés savantes en France, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, 1998.

que l'intérêt pour l'histoire locale est le fait de ceux qu'il appelle des « poids plume » universitaires. Or, après le décès précoce en fonctions du premier titulaire de la chaire d'histoire de la faculté, Charles Pons (Saint-Malo, 1802-Aix, 1853), ses deux successeurs sont classés par lui dans la catégorie des « poids lourds ». De fait, les trajectoires de Jules Zeller (Paris, 1819-1900), qui enseigne à Aix de 1853 à 1858 et d'Henri Ouvré (Orléans, 1824-Bordeaux, 1890), professeur à Aix de 1858 à 1876, sont conformes à la conception que l'administration française se fera jusqu'à nos jours de la belle carrière universitaire en lettres : l'enseignement est un tremplin pour les charges de la haute fonction publique, le rectorat pour les deux et de surcroît l'inspection générale de l'enseignement supérieur pour le premier. Jules Zeller « occupa avec éclat la chaire d'histoire de la faculté des lettres d'Aix », selon la notice que lui consacre Vapereau¹³, le temps d'y être remarqué et de publier ses premiers livres qui lui offrent une grande carrière parisienne : maître de conférences à l'ÉNS et professeur suppléant d'histoire ancienne et chargé de cours complémentaire d'histoire moderne à la Sorbonne, puis, en 1863, professeur à l'École polytechnique où il succède à Victor Duruy. Il sera, en 1874, le successeur de Jules Michelet à l'Académie des sciences morales et politiques¹⁴. La carrière d'Henri Ouvré est non moins exemplaire mais provinciale comme lui : élève de l'ÉNS, reçu premier à l'agrégation en 1847, dix ans dans l'enseignement secondaire, dix-huit dans le supérieur à Aix, quatorze ans de rectorat dont onze à Bordeaux où il fait élever les bâtiments des facultés avant de mourir en fonctions à 66 ans. Lorsqu'il était professeur de collège puis de lycée, Ouvré a publié deux études sur le Poitou, dont une sous l'égide de la Société des antiquaires de l'Ouest¹⁵. Devenu professeur d'université à Aix, il cesse toute recherche locale.

En revanche, les titulaires d'autres chaires aixoises ont publié sur la Provence. Louis Méry (1800-1883), qui tient la chaire de littérature comparée, publie une *Histoire de la Provence* en quatre volumes, compilation des ouvrages imprimés disponibles qui aura cependant le mérite d'exister. Les études régionales sont encore dans une faible mesure le fait d'enseignants du secondaire, très peu nombreux (en 1848 on compte vingt professeurs de lycée à Paris et 130 en province) – avant tout Nicolas Toulouzan (1781-1840), professeur au lycée de Marseille, un des principaux rédacteurs de la *Statistique [...] des Bouches-du-Rhône*. L'érudition se développe et des travaux d'histoire locale, en particulier des monographies, sont dus à des érudits qui ont souvent

13. Gustave Vapereau, *Dictionnaire universel des contemporains* [...], 6^e éd., Paris, 1893, p. 1613.

14. Charles-Olivier Carbonell, *Histoire et historiens : une mutation idéologique des historiens français, 1865-1885*, Toulouse, Privat, 1976, le mentionne à cinq reprises. P.269, il cite son *Histoire d'Allemagne* comme un possible succès de librairie, un des rares de la période pour un historien universitaire, après *La Cité antique* de Numa-Denis Fustel de Coulanges. Voir aussi l'article nécrologique rédigé par son gendre, médiéviste, Achille Luchaire, « Jules Zeller », dans *Revue politique et littéraire*, 27^e année, 1890, p. 180-184.

15. Pim den Boer, *Une histoire des historiens français*, op. cit., p. 308-309 (pour Ouvré, à noter que l'auteur multiplie les erreurs ou ignorances biographiques à son sujet) et p. 314-316 (pour Zeller).

une formation secondaire ou supérieure, juridique, médicale, ou bien ont fait une carrière militaire ou navale, ou encore sont des ecclésiastiques. Enfin le chartiste Benjamin Guérard (1797-1854)¹⁶ publie le cartulaire de Saint-Victor dans le contexte d'un programme national d'édition de textes médiévaux.

Vers 1880-vers 1920/1930, spécialisation progressive et chaires libres

Le tournant historiographique des années 1870-1880, détecté naguère par Charles-Olivier Carbonell, a été timidement amorcé par Victor Duruy, ministre de l'Instruction publique de 1863 à 1869, qui a institué des laboratoires dans les facultés des sciences mais a renoncé à réformer les facultés de lettres, préférant créer à Paris l'École pratique des hautes études, dédiée à la recherche et à la formation à la recherche. Il est cristallisé par la défaite de 1870 et la découverte de la « science allemande ». Pim den Boer date également des années 1870 « l'émergence d'un nouveau type de professeur d'université », caractérisé entre autres par son degré de spécialisation dans une période ou une région : « Ce qui n'était qu'une exception en 1870 [...] est devenu la règle en 1910 »¹⁷. Il est bien perceptible à Aix. En 1870, selon Pim den Boer, il y a cinq professeurs d'histoire à Paris et quinze en province ; en 1910, dix à Paris et vingt-sept en province. Ce ne sont plus seulement des examinateurs d'enseignants mais aussi des chercheurs, selon le modèle qui existe déjà dans l'université allemande¹⁸. Des principes stricts d'érudition pénètrent dans l'université. Les cotes d'archives envahissent les rez-de-chaussée de pages des thèses, où les notes se multiplient. Le travail sur documents soumis à la critique historique interne et externe, voire leur publication, s'impose à ces historiens universitaires qui pratiquent ce que l'historiographie a appelé « l'histoire méthodique » (d'abord dite « positiviste »), étroitement liée à l'œuvre scolaire et à l'idéologie de la III^e République, dont le manifeste tardif sera l'*Introduction aux études historiques* de Charles-Victor Langlois et Charles Seignobos, parue en 1898¹⁹. Un détail en dit long sur cette mutation : le diplôme d'études supérieures, fondé sur un mémoire, est créé en 1886 de façon très théorique. Il devient en

16. Notice par L. Bergès, dans Christian Amalvi, *Dictionnaire biographique des historiens français et francophones de Grégoire de Tours à Georges Duby*, Paris, 2004, 140-141.

17. Ch.-O. Carbonell, *Histoire et historiens*, op. cit., 6^e partie, « Le défi allemand », p. 495-583. P. den Boer, *Une histoire des historiens français*, op. cit., p. 297 et 326. Voir aussi William R. Kaylor, *Academy and community : the foundation of the French historical profession*, Cambridge, Mass., 1975 et George Weisz, *The Emergence of Modern Universities in France, 1863-1914*, Princeton university Press, 1983.

18. Un des acteurs majeurs de cette mutation, N.-D. Fustel de Coulanges (1830-1889), est l'auteur en 1875 de cette phrase souvent citée, qui définit l'évolution de la « science historique » qu'il appelait de ses vœux : « Pour un jour de synthèse, il faut des années d'analyse ». François Hartog, *Le XIX^e siècle et l'histoire. Le cas Fustel de Coulanges*, Paris, 1988, p. 134.

19. Ch. Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia, *Les courants historiques en France*, op. cit., p. 53-111.

1894 indispensable pour se présenter à l'agrégation et ses auteurs peuvent dès lors utiliser des sources inédites, y compris dans les archives régionales, ce qui était interdit jusqu'ici, car le jury ne pouvait les vérifier²⁰.

Le quatrième professeur, Hermile Reynald (Pradières, Ariège, 1828-Aix, 1883), a été titulaire de la chaire de littérature française pendant dix ans lorsqu'il obtient celle d'histoire en 1877. Il meurt en fonctions à 54 ans en 1883. Il a étudié essentiellement l'Angleterre et l'Espagne mais a publié un *Mirabeau et la Constituante*. L'évolution vers des sujets régionaux devient manifeste avec son successeur, Georges Guibal (Castres, 1837-Aix, 1905), qui est, en 1883, le premier professeur nommé par mutation : il vient de l'université de Poitiers où il enseignait depuis 1871. Il sera professeur de celle d'Aix de 1883 à 1901²¹. À la différence de ses prédécesseurs dans la chaire d'Aix, Guibal est un historien du Midi français par ses deux thèses. La principale étudie le *Poème de la croisade des Albigeois*, considéré comme œuvre littéraire et source historique. Sa thèse latine est consacrée à son compatriote castrais, l'humaniste Jean de Boyssoné (vers 1500-1558), professeur de droit à Toulouse où il fut soupçonné d'hérésie et dut abjurer publiquement. Il va puiser dans l'histoire régionale des sujets d'étude et d'enseignement. Il est en poste au moment de la célébration du centenaire de la Révolution. Or cette dernière suscite un important mouvement de recherche documentaire et de publications non seulement à Paris mais aussi à travers les départements. Deux des cours de Georges Guibal, « Mirabeau et la Provence » (1886-1887) et « Les Girondins, le mouvement fédéraliste en France et en particulier en Provence » (1895-1896), sont édités²². Il a également participé au jury du concours d'histoire et d'archéologie qui a marqué en 1887 la célébration du quatrième centenaire de la réunion de la Provence à la France. Son rapport, publié, démontre une bonne connaissance de l'histoire du passé provençal²³.

Alors que le nombre des historiens augmente dans les villes importantes à la fin du xix^e siècle (Bordeaux, Lille, Lyon, Toulouse), induisant une spécialisation entre Antiquité, Moyen Âge et « Temps modernes », ce n'est pas le cas à Aix. Des maîtrises de conférences sont créées en 1877-1878 dans les universités « provinciales », mais Aix n'en bénéficie pas pour l'histoire, sinon pour une maîtrise d'histoire des religions, instituée en 1904, prudemment confiée à un

20. Il sera tour à tour remplacé dans le dernier tiers du xx^e siècle par la maîtrise puis le master. Mais aucun n'a été soutenu à Aix en histoire en 1907, 1908 et 1909 selon un sondage national cité par W. R. Keylor, *Academy and community*, op. cit., p. 225.

21. Notice par Régis Bertrand dans P. Cabanel, A. Encrevé dir., *Dictionnaire biographique des protestants français*, Paris, t. II, à paraître. À noter en complément que Paul Gerbod, *La condition universitaire*, op. cit., p. 562, signale ses activités dans la Ligue de l'enseignement.

22. Ajoutons qu'un des principaux auteurs d'articles sur la Révolution en Provence est alors un professeur d'histoire de l'université de Montpellier, Léon-Gabriel Pélissier (Marseille, 1863-Montpellier 1912). Henri Stein, *Bibliographie des travaux de Léon-Gabriel Pélissier, avec une notice biographique de M. Paul Gachon*, Paris, 1935.

23. Georges Guibal et Léopold Constans, *Quatrième centenaire de la réunion de la Provence à la France. Rapports sur les concours d'histoire et d'archéologie et les concours littéraires et provençaux*, Marseille, 1887. Guibal a rédigé le rapport du concours d'histoire et archéologie, p. 1-13.

spécialiste de l'Égypte antique, Georges Foucart (Versailles, 1865-Zamalek, Égypte, 1943).

À partir de 1885, les facultés sont autorisées à créer des chaires financées sur des fonds ne provenant pas du ministère de l'Instruction publique. Sont alors créées trois chaires spécialisées fondées et financées par le Conseil général des Bouches-du-Rhône qui correspondent à des certificats libres (non pris en compte pour la licence d'enseignement)²⁴. Une chaire d'histoire de la Provence est fondée le 12 novembre 1894, tenue par Michel Clerc (Châlons-sur-Saône, 1857 - Marseille, 1931) de 1894 à 1913 puis par Victor-Louis Bourrilly (Septèmes-les-Vallons, Bouches-du-Rhône, 1872-Marseille, 1945), de 1913 à 1940. Une chaire d'histoire et géographie économiques est créée le 27 juin 1899. Son titulaire Paul Masson (Freyming, Moselle, 1863-Marseille, 1938), va l'orienter vers les études régionales. Ce Lorrain nommé auparavant professeur au lycée de Marseille est le premier historien de l'université d'Aix à produire une œuvre importante, entièrement consacrée à l'histoire régionale. Sa thèse principale est consacrée à l'*Histoire du commerce français dans le Levant au XVII^e siècle* (Paris, 1896) et la latine est intitulée *De Massiliensium negotiationibus ab anno DC ante Chr. n. ad. annum MC post Chr. n.* (Paris, 1896). Sa grande œuvre est la direction de *Les Bouches-du-Rhône, Encyclopédie départementale*. Ce monument dont aucun autre département n'a l'équivalent, en dix-huit épais volumes, dont la publication s'étend de 1913 à 1937, marque l'entrée en force des universitaires aixois dans l'histoire régionale²⁵. La collaboration que Victor-Louis Bourrilly y a nouée avec l'archiviste Raoul Busquet se prolongera ensuite dans l'*Histoire de la Provence* de la collection *Que sais-je ?* (1943-1944), dont elle constitue le troisième volume consacré au passé d'une province, après la Normandie et la Bretagne.

Michel Clerc, Victor-Louis Bourrilly et Paul Masson vont dès lors vouer exclusivement leurs travaux personnels à la Provence, à partir de sources de première main. Preuve d'un statut nouveau reconnu par l'institution universitaire à la recherche sur l'ancienne province, ils publient dans les livraisons des *Annales de la Faculté des Lettres d'Aix* des articles et même dans le cas de Paul Masson, un livre, *La Provence au XVIII^e siècle* (t. XVIII, 1935 et t. XIX, 1936).

24. La troisième est la chaire de langue et littérature méridionales, créée en 1895. R. Bertrand, « Un siècle d'enseignement d'histoire de la Provence dans les universités d'Aix-Marseille », dans *Provence historique*, t. 49, fasc. 195-196, 1999, p. 105-114. Lorsque le conseil général cessera de les financer, elles seront transformées en cours optionnels de licence. Pour comparaison, à Bordeaux, en 1899 la chambre de commerce crée une chaire de géographie coloniale ; en 1886, la municipalité finance un cours d'histoire de Bordeaux et du Sud-Ouest, transformé en chaire en 1891 ; en 1893 le cours de langues et littératures du Sud-Ouest, créé en même temps, est également transformé en chaire. François Cadilhon, Bernard Lachaise, Jean-Michel Lebigre, *Histoire d'une université bordelaise*, op. cit., p. 67 et 106. À Lille, l'université crée en 1901 un cours d'histoire des provinces du Nord, une subvention du conseil général le transforme en 1902 en maîtrise de conférences et une autre de la ville de Lille en chaire en 1907, Jean-François Condet, *Une faculté dans l'histoire*, op. cit., p. 146.

25. Gaston Rambert, « Paul Masson », dans *Mémoires de l'Académie [...] de Marseille*, 1937-1939, p. 477-482.

Le titulaire de la chaire d'histoire générale de 1901 à 1913, Paul Gaffarel (Moulins, 1843-Marseille, 1920), est l'auteur de très nombreux ouvrages, en particulier sur l'histoire coloniale mais aussi l'histoire provençale. Il est fort maltraité par Pim den Boer qui le cite parmi les « médiocres » sur la foi des rapports de l'inspection, qui lui font une réputation de carriériste, sans doute parce qu'il était conseiller général de la Côte-d'Or et premier adjoint au maire de Dijon dans son poste précédent, et qui signalent qu'il a été transféré à Aix contre la volonté de la faculté. Il va être adjoint au maire de Marseille de 1912 à 1919²⁶. La publication récente du premier volume de sa grande œuvre posthume, *La Révolution à Marseille*, a été l'occasion de dresser une solide notice biographique et de montrer sa fécondité²⁷.

Il est une autre preuve du passage à l'histoire régionale des universitaires : Ferdinand Belin (Janzé, Ille-et-Vilaine, 1837-Aix, 1908), recteur des académies d'Alger et Aix de 1882 à 1907, rédige une histoire de l'ancienne université d'Aix qui n'a jamais été remplacée et il va présider le comité de rédaction de la Société des études provençales fondée en 1903, puis l'association elle-même peu avant sa mort. Or cette dernière, dont traite ici même Noël Coulet, marque une étape dans l'histoire de l'érudition provençale. Elle est significativement spécialisée, à la différence de la vieille Société de statistique de Marseille, créée en 1827 et des sociétés savantes apparues dans les départements voisins sous le Second Empire et surtout au cours des années 1880. Elle a pour secrétaire général François-Napoléon Nicolet, professeur aulycée d'Aix, et son siège est d'abord à la bibliothèque Méjanès puis à la faculté des lettres d'Aix. Collaborent à ses *Annales* des historiens non professionnels²⁸ – mais qui ont en général suivi des études supérieures – et aussi des professeurs de l'enseignement secondaire, en nombre désormais croissant, d'autant qu'à partir de la fin du xix^e siècle, des professeurs d'histoire enseignent aussi dans les collèges. Si l'on prend en compte les lycées et collèges de garçons seuls, après leur diminution volontaire de la part du pouvoir du Second Empire, ils étaient en 1870, 22 professeurs de lycée à Paris et 86 seulement en province, au total 108. En 1890, 44 dans les lycées parisiens, 145 dans ceux de province auxquels s'ajoutent 181 professeurs de collège, au total 370. En 1911, on

26. Pim den Boer, *Une histoire des historiens français*, op. cit., p. 329-330. L'auteur fait preuve des mêmes préjugés à l'égard de son successeur, Michel Clerc, qu'il qualifie p. 332 de « spécialiste régional », alors que sa thèse *Les Météques athéniens*, Paris, 1893 (Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome. Fasc. 64), est significative par ses 476 p. de la mutation scientifique des travaux doctoraux en France.

27. Paul Gaffarel, *La Révolution à Marseille, 1789-1794*, avant-propos biographique de David Gaussen, présentation et annotation de Georges Reynaud, Marseille, 2018.

28. Précisons une fois pour toutes qu'est retenue ici « une définition très simple » proposée par Pim den Boer, *Une histoire des historiens français*, op. cit., p. 7-8 : « Par historiens professionnels, j'entends ceux qui gagnent leur vie en faisant de l'histoire ». Charles-Olivier Carbonell, *Histoire et historiens*, op. cit., p. 172-173, avait voulu distinguer entre historien de profession, ayant reçu une formation à l'université ou l'École des chartes et historien par profession, tels les journalistes publiant des ouvrages historiques. Mais il omet que certains des seconds ont pu recevoir une telle formation sans pour autant en vivre.

atteint 81 professeurs d'histoire à Paris, 293 en province et 244 en collège, au total 618. À cette dernière date, les universitaires historiens sont 120 en France, ils occupent un tiers des chaires des facultés de lettres²⁹. Trait nouveau, on note parmi les auteurs des *Annales de la Société d'études provençales* des docteurs en histoire, qui n'enseignent pas dans le supérieur, dont la thèse a pour sujet des aspects de la région.

Entre 1848 et 1911, quinze thèses ont été soutenues à la faculté des lettres d'Aix – l'essentiel des doctorats est obtenu alors en Sorbonne. La première thèse d'histoire aixoise est celle de Léon Bardinet, *Les Juifs d'Avignon et du Comtat Venaissin au Moyen Âge*, publiée à Limoges en 1880 (thèse latine : *Universitatis Avenionensis historica adumbratio*, id.). L'auteur, qui est maître de conférences d'histoire à Poitiers en 1880, n'a pu être autrement identifié. Ce n'est pas le cas, en revanche, d'autres auteurs de thèses provençales, Georges Valran dont traite ici même Pierre Simoni et, surtout, Adolphe Crémieux, pourtant agrégé d'histoire, en dépit de sa si remarquable thèse, *Marseille et la royauté pendant la minorité de Louis XIV, 1643-1660* (Paris, 1917, 2 vol.), qui n'a pas été remplacée mais qu'il soutint à la cinquantaine : il finit sa carrière comme proviseur du lycée de Toulon³⁰.

Les universitaires portent un intérêt de plus en plus net à l'histoire régionale pendant les premières décennies du xx^e siècle. Mais ils pénètrent dans ce que les érudits locaux considéraient jusqu'ici comme leur domaine et parfois leur chasse gardée, d'autant que le réseau des sociétés savantes a été complété au cours des années 1880 dans l'arrondissement de Grasse et les départements alpestres. Le constat n'est pas propre à la Provence et a été fait par Pim den Boer pour la France : « Vers le tournant du siècle, il existe encore beaucoup de préjugés à l'égard des historiens professionnels dans les sociétés savantes d'histoire locale »³¹. Les deux premiers titulaires de la chaire d'histoire de la Provence doivent significativement affronter des querelles d'érudits. Victor-Louis Bourrilly est le premier à observer que la participation des « dames », c'est-à-dire de la partie féminine de l'élite, à la défense de Marseille lors du siège de 1523 n'est assurée par aucun texte d'archive strictement contemporain de l'événement. Il se heurte à un ancien instituteur devenu généalogiste et fouilleur d'archives, Honoré Antoine dit Pierre Bertas (Marseille, 1864-1950)³², qui lui oppose triomphalement une « preuve » dont il est incapable de produire le manuscrit original. Michel Clerc, qui occupe la chaire d'histoire générale de 1913 à 1928, connaît une aventure du même genre lorsqu'il

29. Pim den Boer, *Une histoire des historiens français*, op. cit., p. 189, 233, 295.

30. Adolphe Benjamin Salomon Crémieux était né le 16 septembre 1865 à Clermont-L'Hérault (Arch. dép. Hérault, 3 E 81/42, acte 120). Selon le catalogue de la BnF, il serait mort dans la même commune le 28 janvier 1958.

31. Pim den Boer, *Une histoire des historiens français*, op. cit., p. 68.

32. *Archives de Pierre Bertas : 1864-1950, historien de Marseille au xvi^e siècle et homme politique*, Marseille, Archives municipales, 1985. Antoine Olivesi, « La carrière politique de Pierre Bertas, 1895-1902 », dans *Provence historique*, t. 16, fasc. 64, 1966, p. 187-217.

identifie un fragment de l'enceinte antique dans un mur en grand appareil découvert lors de la démolition des immeubles situés derrière la Bourse à Marseille. Un adjoint d'enseignement dont l'œuvre est d'ailleurs digne d'intérêt mais qui tend à établir une forme de terrorisme intellectuel sur les études antiques et médiévales d'Avignon et Marseille, Eugène Duprat (Châteaurenard, 1872-Marseille, 1949), croit pouvoir démontrer victorieusement avec un grand luxe de textes d'archives que ce ne peut être qu'un reste de cave du xvii^e siècle. Il conviendra d'attendre les années 1960 pour que les fouilles de la Bourse donnent raison à Michel Clerc, puisqu'il s'agissait, on l'a deviné, de ce qui est aujourd'hui identifié comme un élément du rempart hellénistique, visible dans le jardin des vestiges³³.

Ces deux affaires semblent révélatrices de l'hostilité que peuvent susciter des universitaires contre leur personne et leurs titres de la part de ceux qui fondent leur réputation locale sur l'expertise qu'ils veulent se voir reconnaître. L'absence de toute déférence à l'égard du normalien, ancien membre de l'École française d'Athènes et correspondant de l'Institut qu'était Michel Clerc, est manifeste dans la notice nécrologique que lui consacre un hobereau-archéologue dans les *Mémoires de l'Académie de Marseille*, institution dont tous deux furent membres. On y apprend qu'il aurait été « un peu indolent parfois » et que « sans grand penchant pour l'archéologie et n'ayant jamais en Provence pratiqué de fouilles de quelque importance, il s'était tourné vers l'épigraphie et l'explication de textes anciens »³⁴. Le fait est sans doute significatif du faible poids social qu'ont les enseignants des facultés de lettres, à la différence de ceux des autres facultés.

Vers 1920/1930-1970, expansion et apogée de l'histoire régionale universitaire

L'implication croissante dans l'érudition régionale des professionnels de l'histoire, enseignants du secondaire et du supérieur et archivistes, parfois conservateurs de musées, est manifeste dans la crise qui agite les sociétés savantes marseillaises au cours de la décennie 1920. En 1920 paraît le t. XLVIII et dernier du *Répertoire des Travaux de la société de statistique de Marseille et des Bouches-du-Rhône* qui cède l'année suivante la place à une nouvelle revue, *Provincia*, dont le nom suffit à indiquer une volonté de spécialisation histo-

33. Auguste Brun, « Bibliographie d'Eugène Duprat », dans *Provence historique*, t. 1, fasc. 2, 1950, p. III-XII. Voir surtout Marc Bouiron, « La redécouverte des archives d'un érudit provençal. Le fonds Eugène-Henri Duprat à la BMVR de l'Alcazar à Marseille », dans *Archéologie de Provence et d'ailleurs, Mélanges offerts à Gaëtan Conges et Gérard Sauzade*, B. A. P., supplément 5, 2008, p. 809-819. Les théories d'Eugène Duprat sont en dernier lieu résumées par ses soins dans Paul Masson dir., *Les Bouches-du-Rhône. Encyclopédie départementale, troisième partie* : Le sol et ses habitants, t. XIV, *Mono-graphies communales*, Aix, Marseille, Arles, Marseille, 1935, p. 54-65 avec dessins et deux planches.

34. Henri de Gérin-Ricard, « Michel Clerc », dans *Mémoires de l'Académie [...] de Marseille*, 1931-1932, p. 367-369.

rique étendue à toute la Provence. Puis a lieu en 1922 la fusion de la Société de statistique avec la Société archéologique de Provence. Cette dernière était née en 1902 et avait pour président d'honneur Michel Clerc et pour membres d'honneur des archéologues et préhistoriens célèbres. Mais dès 1923, une scission fait naître l'Institut historique de Provence, cependant que disparaît en 1927 la Société d'études provençales. L'IHP, qui crée aussitôt ses *Mémoires*, se veut explicitement au service des « progrès, petit ou grand, des sciences historiques », face à l'amateurisme de certains auteurs de *Provincia* – en fait minoritaires parmi ses collaborateurs. Après la Seconde Guerre mondiale, les deux revues fusionneront dans *Provence historique*, publiée par la Fédération historique de Provence, fondée par les deux associations. La Société de statistique apportera à la FHP son important fichier d'abonnés, les *Mémoires de l'IHP* fourniront le modèle et les critères scientifiques de la nouvelle revue.

En 1927, la chaire d'histoire aixoise avait été tardivement dédoublée entre une chaire d'histoire ancienne et une chaire d'histoire médiévale et moderne³⁵. La première revient à Constant Toussaint (? 1869-?, 1940 ?), spécialiste de saint Paul, chargé de cours en 1927 puis professeur de 1929 à 1940. Lui succède alors, de 1940 à 1968, Jean-Rémy Palanque (Marseille 1898-Aix, 1988), qui sera le premier président de la FHP (1950-1974), choisi sans doute lors de la fondation de l'association moins pour son implication dans l'histoire régionale que pour son engagement dans la Résistance. La seconde chaire va à Victor-Louis Bourrilly, qui est « mis brusquement à la retraite » en 1940 par le gouvernement de Vichy³⁶. Le chartiste Émile Guillaume Léonard (Aubais, Gard, 1891-Paris, 1961), professeur à l'université de Caen, lui succède de 1940 à 1948. Sa thèse était intitulée *Histoire de Jeanne I^{re}, reine de Naples, comtesse de Provence* (Paris, 3 vol. 1933-1937). Il va rédiger pendant sa période aixoise *Mistral, ami de la science et des savants* (1945) et donnera des sujets de diplômes d'études supérieures sur la Provence. Il en est de même de son successeur Michel Lhéritier (Bordeaux, 1889-Paris, 1951). Ce dernier est le premier professeur aixois à avoir soutenu deux thèses d'histoire régionale, respectivement sur *Tourny, intendant à Bordeaux* (Paris, 1920, LXIV+813 p.) et les débuts de la Révolution dans la même ville.

Les vingt dernières années de la faculté d'Aix, de 1950 à 1970, sont marquées par des changements radicaux. Le premier est l'émergence numérique des historiens, liée à la montée du nombre des élèves du secondaire et des étudiants, que reflètent alors les transferts successifs de la faculté dans des locaux de plus en plus vastes. Au début des années 1950, il y a, selon les estimations

35. En comparaison, c'est sous le Second Empire qu'à la faculté de Paris la chaire d'histoire est scindée entre l'histoire ancienne et l'histoire « moderne ». Pim den Boer, *Une histoire des historiens français*, op. cit., p. 264.

36. Selon Jean-Rémy Palanque dans *Hommage au doyen Étienne Gros*, Aix, 1959, p. 9. Il continuera cependant jusqu'en 1944 le cours d'histoire de la Provence avec l'accord d'É. G. Léonard.

de Christophe Charle, moins de 3000 historiens professionnels en France. En 1967, environ 8000, dont 527 dans l'enseignement supérieur³⁷.

En 1951 est créée une chaire d'histoire médiévale dont le premier titulaire est Georges Duby (Paris, 1919-Le Tholonet, 1996)³⁸. Histoire moderne et contemporaine vont être distinguées au cours de la décennie suivante. Jean Vidalenc (Caen, 1912-Fontenay-aux-Roses, 1986), spécialiste de la Normandie, enseigne encore les deux périodes de 1951 à 1955 avant de rejoindre Caen. Et de même Pierre Guiral (Marseille 1909-1996), au début d'une longue carrière professorale qui durera de 1955 à 1978. Pierre Guiral a auparavant exercé dans la faculté ces charges qui apparaissent alors : il a été chargé de cours complémentaire en 1945 tout en enseignant en khâgne au lycée Thiers de Marseille et a été nommé assistant en 1947. Son œuvre importante comprend avant tout des études d'ampleur nationale, voire internationale (il a participé à l'*Histoire universelle* dirigée par Émile Guillaume Léonard et a co-rédigé un volume de la refonte de la collection *Peuples et civilisations*). Mais son « patriotisme marseillais » (Maurice Agulhon) l'a conduit à publier de nombreux travaux régionaux. Il a été le second président de la FhP, a présidé l'Institut historique de Provence, la « régionale » de l'association des professeurs d'histoire-géographie et fut même titulaire d'un fauteuil à la fois dans les Académies de Marseille et d'Aix³⁹.

La création de la chaire d'histoire moderne en 1962 a suscité un choix difficile entre René Baehrel (Lunéville, 1903-Paris, 1993), auteur d'une thèse très novatrice, autant remarquée que contestée, sur l'histoire économique et démographique de la Basse-Provence rurale aux xvii^e et xviii^e siècles⁴⁰, et André Bourde (Marseille, 1921-Cavaillon, 2000), auteur d'un volumineux travail sur *Agronomie et agronomes en France au xviii^e siècle* (Paris, 1967, 3 vol.). Le second l'a emporté et René Baehrel restera professeur au lycée Chaptal jusqu'à sa retraite, cependant qu'André Bourde passera à l'histoire de l'art après 1968 et ne marquera guère les études provençales.

Devant l'afflux des étudiants ont été créés des postes d'assistants et maîtres-assistants, que recrutent les professeurs. Dans les années 1970-1980, les titulaires de chaire, entourés de ces jeunes enseignants-chercheurs, commencent à tenir des séminaires. D'autant que depuis les années 1950, la fa-

37. Christophe Charle, « Être historien en France : une nouvelle profession ? » dans François Bédarida dir., *L'histoire et le métier d'historien en France 1945-1995*, Paris, 1995, p. 23.

38. Notice de Danièle Iancu-Agou, dans Christian Amalvi, *Dictionnaire biographique des historiens*, op. cit., p. 87-89.

39. Notice de Carol Iancu dans Christian Amalvi, *Dictionnaire biographique des historiens*, op. cit., p. 145-146. Maurice Agulhon, « Portrait de Pierre Guiral » dans Jean A. Gili, Ralph Schor éd., *Hommes, Idées, Journaux. Mélanges en l'honneur de Pierre Guiral*, Paris, 1988, p. 7-10.

40. René Baehrel, *Une croissance, la Basse-Provence rurale de la fin du xvi^e siècle à 1789, essai d'économie historique statistique*, Paris, Sevpen, 1961, rééd., EHESS, 1988, avec une importante préface de Maurice Aymard. Preuve parmi d'autres de l'influence de ce livre : dans un entretien publié dans le *Nouvel Observateur* des 25-31 octobre 2007, p. 148, l'historien britannique Tony Judt déclare : « Mes héros furent Ernest Labrousse, René Baehrel, Pierre Goubert, Maurice Agulhon, Michelle Perrot, Annie Kriegel, François Furet ».

culté prépare à l'agrégation d'histoire. Il y a désormais un vivier d'agrégés de formation aixoise dans les lycées régionaux où les professeurs de la faculté puisent des chargés de cours vacataires et des assistants. Parmi les premiers, mention doit également être faite d'une jeune chartiste qui va ensuite se faire un nom dans l'histoire médiévale, Régine Pernoud (Château-Chinon, 1909-Paris, 1998), à la fois première femme recrutée (temporairement) par les historiens et la première à faire à la faculté des cours d'histoire de l'art⁴¹. Lui succédera l'archéologue Fernand Benoit (Avignon, 1892-1969), conservateur du musée d'archéologie de Marseille, également chargé de cours. Parmi les assistants, Jean Chélini, recruté par Georges Duby en 1957, est le premier enseignant en histoire de la faculté depuis sa fondation à y avoir été étudiant. Pierre Guiral recrute des assistants dans les lycées régionaux et en particulier parmi ses successeurs dans la khâgne phocéenne : tour à tour Charles Carrière (1906-1986), Maurice Agulhon (1926-2014) puis Antoine Olivesi (1924-2009) rejoignent la faculté.

Assistants et maîtres-assistants doivent (en théorie) fourbir leur thèse, de même que les professeurs de lycée qui aspirent à passer dans l'enseignement supérieur. Ce sont les candidats au professorat des facultés des années 1960-1980 qui vont produire les thèses d'État les plus ambitieuses et les plus amples en histoire. Les exigences croissantes depuis le début du siècle en matière d'ampleur du dépouillement des sources conduisent à restreindre l'étendue géographique des sujets à une province, un département ou une ville. Au reste, l'absence de crédits de recherche conduit les thésards à étudier l'espace qu'ils habitent. L'investissement des espaces régionaux par les historiens est général, comme il l'avait été par les géographes deux générations auparavant⁴². En 1995 Michel Denis pourra écrire : « Les historiens concentrant leurs études sur une région (ont) joué un rôle essentiel dans l'évolution de l'historiographie française dans le dernier demi-siècle ». Et ce spécialiste de la Bretagne cite pour preuve la thèse d'État de Maurice Agulhon sur le département du Var – qu'il confond d'ailleurs de façon révélatrice avec la première thèse du même auteur lorsqu'il affirme qu'elle aboutit à « la mise en relief de la notion de sociabilité méridionale »⁴³. Les thèses régionales permettent alors des avancées de la connaissance par les territoires nouveaux de l'histoire qu'elles explorent, par leurs problématiques et leur méthodologie, par les concepts qu'elles définissent ou revisitent. De plus, les « provinces » cèdent alors la place aux « régions » dans les représentations des Français et donc des universitaires, comme dans

41. Notice de N. Cadène dans Ch. Amalvi, *Dictionnaire biographique des historiens*, op. cit., p. 253. Lille est un peu plus précoce : une première femme a temporairement enseigné en 1914 ; deux sont vacataires pendant l'Entre-deux-guerres. Jean-François Condette, *Une faculté dans l'histoire*, op. cit., p. 283.

42. Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia, *Les courants historiques en France*, op. cit., p. 178-185 montrent en particulier le rôle d'Ernest Labrousse (1895-1988), professeur à la Sorbonne, dans cette « génération labroussienne ». À noter les termes qu'ils emploient, p. 185 : « Maurice Agulhon conserve son jardin varois... », Michel Vovelle est « bloqué (sic) sur son chantier provençal ».

43. Michel Denis, « L'approche régionale », dans François Bédarida dir., *L'histoire et le métier d'historien*, op. cit., p. 187-200. La citation est à la p. 194.

les découpages administratifs et les revendications identitaires – ces dernières influencent assez peu les chercheurs aixois⁴⁴. La rapide transformation de la société et de l'économie françaises semblerait avoir induit une forte demande sociale d'histoire, en particulier localisée, dont les éditeurs savent tirer parti. Le succès de librairie qui symbolise cette période faste est *Montaillou village occitan* d'Emmanuel Le Roy Ladurie, paru en 1975.

Dès 1957 la faculté des lettres d'Aix crée un « Centre d'études provençales » pluridisciplinaire dans le cadre du troisième cycle, qui réunit quelques cours spécifiques – parmi lesquels figure le certificat d'histoire de la Provence, avatar des enseignements existant depuis 1894-1895 –, et des cours plus généraux dont les enseignants réservent une partie à des exemples provençaux⁴⁵. Ce sont également de jeunes assistants aixois, Maurice Agulhon, Noël Coulet, Antoine Olivesi, Michel Vovelle et, un peu plus tard, le successeur de Jean-Rémy Palanque, Paul-Albert Février (Cannes, 1931-Nice, 1991), qui vont, avec une nouvelle génération d'archivistes, prendre en charge et nourrir d'articles et de comptes rendus *Provence historique* jusqu'à en faire une revue de qualité universitaire, à comité de lecture.

Les décennies 1960, 1970 et 1980 constituent sans doute l'apogée de l'histoire régionale universitaire en France par un considérable élargissement des travaux à l'histoire économique, sociale, religieuse, l'histoire maritime, l'histoire rurale et urbaine. Il est en partie dû à la diffusion dans la culture des historiens des champs de recherche prônés par la revue *Les Annales*, dont un des deux fondateurs, Lucien Febvre, avait d'ailleurs fait sa thèse sur une région, la Franche-Comté au temps de Philippe II. Dès l'entre-deux-guerres, Victor-Louis Bourrilly avait été correspondant des premières *Annales*, qui avaient cherché à tisser un réseau dans le mince vivier des titulaires de chaire d'histoire provinciale. Mais la participation (distante) de Guiral aux *Annales* relève de son titre professoral plus que de ses travaux personnels. Georges Duby en est bien davantage proche. Maurice Agulhon et Michel Vovelle obtiennent de publier dans cette revue. Cependant la distance géographique d'avec la capitale pourrait avoir été alors un intéressant facteur d'autonomie pour les chercheurs aixois. Entre les boulevards Saint-Michel et Raspail et le cours Mirabeau, il y a alors une bonne nuit de train et il convient de consacrer une partie de la matinée à regagner Aix depuis la gare Saint-Charles. À observer l'essor, dans les années 1950-1960, de certaines universités dites à Paris « provinciales » telles que Rennes, Clermont, Toulouse ou Aix, il est permis de se demander si

44. Elles sont avant tout dans la France du Sud le fait des régions d'outre-Rhône, cf. Philippe Martel, « Histoires d'Occitanie », dans *Revue d'Alsace*, n° 133, 2007, p. 217-241. Aucun historien aixois ne participera par la suite à André Armengaud et Robert Lafont dir., *Histoire d'Occitanie*, Paris, 1979. Pierre Guiral et surtout Maurice Agulhon portèrent cependant une nette attention aux représentations du « Midi » et à la perception de ce dernier.

45. Voir pour ses débuts les chroniques de *Provence historique*, t. 8, 1958, p. 278-280 et t. 10, 1960, p. 97-100. Ce centre s'est ensuite fondu dans des organismes de recherche à ambitions méditerranéennes.

la situation périphérique ne fut pas pour elles une chance dans la mesure où elles échappèrent au centralisme intellectuel parisien et eurent ainsi une marge d'initiative, voire d'anticonformisme potentiel⁴⁶. L'éloignement de Paris est alors vécu comme un handicap par les jeunes historiens qui sont assistants à Aix. N'aurait-il pas poussé les meilleurs d'entre eux à relever le défi supplémentaire d'un sujet provençal en redoublant d'efforts et d'originalité dans les problématiques pour percer jusqu'à la notoriété ? Le relatif isolement aixois aurait agi dès lors comme un stimulant. À voir la façon dont le projet de thèse de Michel Vovelle sur l'étude sérielle des testaments fut accueilli à Paris lorsqu'il le présenta pour la première fois, il est permis de penser qu'il aurait dû prendre un sujet bien moins novateur s'il avait été assistant parisien⁴⁷.

Un des handicaps aixois est certes encore l'absence d'une maison d'édition d'importance nationale, susceptible de donner un large écho aux travaux des universitaires : rien de comparable à la même époque aux éditions Privat à Toulouse ou Arthaud à Grenoble. Les *Annales de la faculté des lettres* ont, aux éditions Ophrys de Gap, une collection de *Publications*, ouvrages imprimés qui rassemblent en particulier des thèses. Elle est complétée, chez un reprographe aixois, par une très modeste série de *Travaux et mémoires* ronéotée et encollée, qui reprend les meilleurs diplômes d'études supérieures, qui traitent en particulier de la Provence, et certaines thèses dites « de troisième cycle ». C'est dans cette dernière collection que paraît initialement celle de Maurice Agulhon, ce qui révèle de la part des responsables de ces publications une certaine carence de discernement ou de capacité à percevoir l'innovation méthodologique et conceptuelle⁴⁸. Or, en dépit de l'humilité de sa présentation matérielle, cet ouvrage va mériter le 7 janvier 1967 un éloge vibrant de la part d'André Latreille qui n'hésite pas à lui consacrer la moitié de la chronique qu'il tient alors dans *Le Monde*⁴⁹. La conséquence est connue : sous un titre légè-

46. Signalons un morceau d'anthologie : Jacques Rougerie, « Note critique. Faut-il déparmentaliser l'histoire de France ? », dans *Annales ESC*, 1966, t. 21/1, p. 178-193. Cet historien alors jeune (il est né en 1933), qui a entamé une thèse sur la Commune de Paris et rend compte des premières grandes thèses régionales sur le xix^e siècle, s'avère incapable de percevoir l'importance de la résistance au coup d'État de 1851 dans la région alpine. Il pose en axiome que « la France parisienne [...] c'est l'histoire générale » et s'interroge gravement devant ces travaux provinciaux : « Sommes-nous en train de sombrer dans la plus attristante petite histoire ? ». Réponse d'un des auteurs ainsi mis en cause : Philippe Vigier, « Un quart de siècle de recherches historiques sur la Provence », dans *Annales historiques de la Révolution française*, 1975, n° 222, p. 622-645.

47. Philippe Joutard, « Michel Vovelle et la recherche aixoise » dans *Sociétés, mentalités, cultures, France (xi^e-xx^e siècle). Mélanges Michel Vovelle, volume aixois*, Aix, 1997, p. 9-17. Régis Bertrand, « Michel Vovelle en Provence, de l'histoire sociale à l'histoire des mentalités », dans *Provence historique*, t. 68, 2018, p. 561-572.

48. Maurice Agulhon, *La sociabilité méridionale. Confréries et associations dans la vie collective en Provence orientale à la fin du 18^e siècle*, Aix, 1966, 2 vol., 878 p.

49. André Latreille avait cru voir dans la modestie de l'édition « un signe de l'exiguïté des crédits alloués à nos facultés des lettres, parentes pauvres de la "recherche scientifique" ». Il n'est pas inutile de signaler que les autres ouvrages recensés plus brièvement dans la seconde moitié de l'article sont : Émile Coornaert, *Les compagnonnages* et Eric J. Hobsbawm, *Les primitifs de la révolte dans l'Europe moderne*.

rement modifié, une version remaniée paraît dès 1968 chez l'éditeur parisien Fayard, dans la prestigieuse collection « L'histoire sans frontière », et elle sera rééditée en 1984⁵⁰. C'est également à Paris, dans de grandes maisons d'édition, qu'allaient paraître au cours de la décennie suivante la thèse de Michel Vovelle et son étude sur la fête en Provence – et même au Québec que sera édité son recueil d'articles sur la Provence⁵¹.

Avec le recul du temps, il est permis d'avancer que l'histoire des mentalités est en bonne partie née alors à Aix, grâce à Georges Duby⁵², Maurice Agulhon et Michel Vovelle à partir d'exemples provençaux, de même que l'archéologie médiévale française avec Gabrielle Démians d'Archimbaud et sa fouille de Rougiers⁵³. Un des traits les plus originaux des travaux des « Aixois » a été les enquêtes de terrain : le relevé systématique par Michel et Gaby Vovelle des tableaux des âmes du purgatoire, celui par Maurice Agulhon de l'« imagerie civique » et en particulier des statues de la République, qui constituent autant de découvertes patrimoniales et qui stimulèrent bien d'autres recherches menées en Provence ou ailleurs. On doit ajouter la révélation du baroque provençal par la grande thèse de Jean-Jacques Gloton, soutenue quelques années plus tard et également fondée sur de considérables parcours de la Provence⁵⁴. On a oublié le succès dans les années 1970-1980 des volumes de synthèse de la collection *Univers de la France*, des éditions Privat de Toulouse, significativement sous-titrée « Collection d'histoire régionale », qui marquent le passage de l'historiographie des anciennes provinces et des villes de l'érudition à l'histoire universitaire, voire à ce que l'on commence alors à appeler la « nouvelle histoire », : pour le Sud-Est, *Histoire de la Provence*, 1969 et *Documents de l'histoire de la Provence*, 1971, *Histoire de Marseille*, 1973, dirigées par Édouard Baratier, *Histoire de Nice et du pays niçois*, 1976, sous la direction de Maurice Bordes, *Histoire de Toulon*, 1980, dirigée par Maurice Agulhon. En 1971, alors qu'à cette date, cinq volumes seulement ont paru, Jean Meyer

50. Maurice Agulhon, *Pénitents et francs-maçons de l'ancienne Provence, Essai sur la sociabilité méridionale*, Paris, 1968 et 1984. La réédition comporte une préface où M. Agulhon évoque la genèse et l'impact de l'ouvrage.

51. Michel Vovelle, *Piété baroque et déchristianisation, les attitudes devant la mort en Provence au XVIII^e siècle*, Paris, 1973, *Les métamorphoses de la fête en Provence de 1750 à 1820*, Paris, 1976, *De la cave au grenier, un itinéraire en Provence de l'histoire sociale à l'histoire des mentalités*, Québec, 1980.

52. Georges Duby a précocement écrit l'article « Histoire des mentalités », dans Charles Samaran dir., *L'Histoire et ses méthodes*, Paris, Bibl. de La Pléiade, 1961, p. 937-966. Voir aussi son témoignage tardif dans Georges Duby, *L'Histoire continue*, Paris, 1991, « Mentalités », p. 115-125.

53. Yann Codou, Lucy Vallauri, Henri Amouric, Jacques Thiriot, « Gabrielle Démians d'Archimbaud : aux fondements de l'archéologie médiévale française », dans *Provence historique*, t. 65, fasc. 257, 2015, p. 3-21. Michel Fixot, « Gabrielle Démians d'Archimbaud (1929-2017) », dans *Archéologie médiévale*, t. 47, 2017, p.1-3.

54. Gaby et Michel Vovelle, *Vision de la mort et de l'au-delà en Provence du XI^e au XX^e siècle d'après les autels des âmes du Purgatoire*, Paris, 1970. Maurice Agulhon, « Les monuments civiques de village dans la tradition provençale : l'exemple des Bouches-du-Rhône », dans *Provence historique*, t. 23, fasc. 93-94, 1973, p. 377-385 et les articles rassemblés dans M. Agulhon, *Histoire vagabonde*, t. I, Paris, 1988. Jean-Jacques Gloton, *Renaissance et baroque à Aix, recherches sur la culture architecturale dans le Midi de la France de la fin du XVI^e au début du XVIII^e*, Paris-Rome, 1980, 2 vol.

en donne à la *Revue historique* un compte rendu enthousiaste où il déclare : « La collection *Univers de la France* devrait donc être l'un des grands chantiers historiques engageant, peu ou prou, la quasi-totalité des historiens d'une certaine génération » ; il observe en particulier : « L'histoire provençale profite, incontestablement, de la succession quasi ininterrompue d'une série de grands historiens, que les autres provinces peuvent lui envier »⁵⁵.

Ajoutons que l'éditeur aixois Édisud allait, peu après, publier *l'Histoire d'Aix-en-Provence* (1977) et *l'Histoire d'Avignon* (1979) selon le même principe : un ouvrage collectif rédigé par une équipe soudée d'universitaires. À la même époque, les historiens professionnels régionaux tendent également à prendre le relai des ecclésiastiques érudits dans *l'Histoire des diocèses de France*, commencée en 1967 avec *Le diocèse de Marseille*, dirigé par Jean-Rémy Palanque, responsable avec Eugène Jarry de la collection. *Le diocèse d'Aix* suivra en 1975.

Une grande œuvre collective paraît alors, *l'Atlas historique. Provence, Comtat Venaissin, principauté d'Orange, comté de Nice, principauté de Monaco*, publié à Paris en 1969. Dans sa « Préface générale », Robert-Henri Bautier explique qu'il s'agit du premier volume d'une entreprise qui aurait dû en compter plus d'une trentaine. Son originalité, selon lui, est que « universitaires et archivistes, pour la première fois, y travaillent en symbiose » (ce qui avait en fait déjà été le cas de *Les Bouches-du-Rhône. Encyclopédie départementale*). Aussi ce volume, qui compte vingt-sept auteurs, est-il dirigé, pour le Sud-Est, par Georges Duby, « un des meilleurs historiens français actuels, le chef de l'école historique de Provence » (R.-H. Bautier), et deux archivistes départementaux, Édouard Baratier, qui en sera l'auteur principal, et Ernest Hildesheimer. En fait, l'éditeur renonça à poursuivre cette publication et ses promoteurs ne parvinrent ensuite à publier, sous une formule associative, que son équivalent pour l'Anjou.

Une découverte progressive

Isoler le corps enseignant, en particulier universitaire, des autres producteurs d'histoire des xix^e et xx^e siècles est une expérience significative : l'universitaire est venu tardivement aux archives départementales ou communales, où il a rejoint des historiens non professionnels (c'est-à-dire, répétons-le, ne tirant pas leurs revenus de l'histoire), qui l'y ont précédé. Comment l'expliquer ?

55. Jean Meyer, « L'histoire des provinces françaises et la rénovation des études régionales », dans *Revue historique*, 95^e an., fasc. 499, 1971, p. 39-58. Christian Amalvi, « Une grande entreprise d'historiographie régionale : les publications de la maison Privat, l'éditeur des régions de France (1966-2006) », dans *Revue d'Alsace*, n° 133, 2007, p. 167-197.

Le poids de l'administration centrale et de sa conception du rôle de l'universitaire semble au xix^e siècle déterminant. L'universitaire des années 1840 à 1870 n'est pas l'héritier de la grande tradition historiographique des Mauristes : ce sont les chartistes qui le sont. Lui est plutôt le descendant des historiographes du roi, qui triaient et présentaient en un style choisi les données que les autres avaient élaborées. Les professeurs d'université doivent faire comme ceux du secondaire des synthèses pédagogiques à partir des thèses, qui ne sont que progressivement écrites sur sources de première main, et des travaux existants, produits par les archivistes et les érudits. Lorsque les historiens universitaires commencent à aller aux archives de même que les médecins universitaires se mettent à aller à l'hôpital, c'est d'abord parce que le choc que constitue la défaite de 1870 conduit à la découverte de la « science allemande » et surtout parce que le centenaire de la Révolution encourage et impulse une extension du grand récit national. Il s'agira de fédérer dans l'histoire de la nation l'histoire de chaque région de France, sans pour autant souligner ses particularismes. Jusqu'à aujourd'hui, le sujet tabou par excellence des historiens français reste les langues dites « régionales ».

Le grand élargissement des « territoires de l'historien » à l'histoire économique, sociale, religieuse, l'histoire maritime, l'histoire rurale voire l'histoire des mentalités qui marque le xx^e siècle, va ensuite jouer de plus en plus en faveur des universités de province et des archives provinciales. Si l'on veut faire une histoire agraire ou une histoire maritime de façon approfondie et sérieuse, mieux vaut dépouiller les registres des notaires, des amirautés, des intendances sanitaires et les archives des chambres de commerce que s'en tenir aux rapports des intendants à l'administration centrale ou à la correspondance de Colbert.

Par un paradoxe qui n'est qu'apparent, l'intérêt croissant manifesté par les historiens universitaires aixois pour les potentialités de l'histoire régionale semble lié à la montée en puissance de la faculté des lettres d'Aix et ne correspond en rien à un repli de ses membres, bien au contraire. Ces trois décennies 1960-1970-1980 où brille particulièrement l'histoire provençale paraissent avec le recul du temps la période la plus inventive et la plus féconde des historiens de l'université aixoise⁵⁶.

56. On complétera cette conclusion pour les décennies ultérieures par Philippe Joutard, « L'université française et l'historiographie régionale (1945-2000) », dans *Revue d'Alsace*, n° 133 (*Histoire régionale*), 2007, p. 415-434. Cette livraison très riche souligne les profondes différences entre les cas français et allemand et, du côté français, un certain « désamour » dont va souffrir l'histoire régionale universitaire à partir de la décennie 1990. Signalons aussi : R. Bertrand, « Les lieux et les temps de l'histoire provençale (1950-2011) », dans *Provence historique*, t. 61, fasc. 245, 2011, p. 363-381.